

## Axe Corée du Nord/Iran

Article rédigé par *Evelyne Joselain*, le 17 octobre 2017

source[Evelyne Joselain]Que peut-il bien y avoir de commun entre la théocratie chiite de l'Ayatollah Khamenei et l'Etat communiste athée de Kim Yung Un?

Les deux sont des dictatures extrêmement brutales envers leur population et sont animées de sinistres intentions envers l'extérieur. Et les deux ont un ennemi commun, l'Amérique. George W. Bush les avait nommées l'Axe du Mal, un axe qui passe par la Syrie, un peu comme l'Axe Japon-Allemagne englobait l'Italie il y a 80 ans. Les deux pays constituent un axe de prolifération nucléaire dans une course aux missiles balistiques intercontinentaux. La gauche américaine et les leaders européens, notoires pour leur aveuglement et pour leur couardise, ont toujours le fantasme d'ôter les armes nucléaires aux puissances qui en possèdent mais ne s'en serviront pas tandis qu'ils laissent aux deux pays qui n'en ont pas mais seraient capables de s'en servir toute latitude pour parvenir à mettre au point leur programme militaire nucléaire. Cela tout en assurant l'opinion publique du contraire. Le plus troublant est que ces deux états-voyous ont forcément bénéficié de nombreux soutiens et que cela continue. Les experts des fondations Heritage, Hudson, AEI et Defense of Democracies en apportent maintes preuves. La Chine et la Russie ont toutes deux un long passé de coopération et de commerce d'armes conventionnelles avec ces deux parias, sans parler des autres liens: depuis 1950 avec le camarade Kim Il Sung (grand-père de l'actuel Kim et initiateur du programme nucléaire en 1972) et depuis 1979 avec l'Iran Révolutionnaire de Khomeini. Le physicien pakistanais A.Q. Khan a également reconnu avoir vendu des informations nucléaires aux deux. La gauche américaine et les leaders européens se gardent bien de rappeler l'histoire récente. Or, il y a eu un "Accord Nucléaire" avec la Corée du Nord, signé par Bill Clinton en 1994, avant qu'il n'y ait un autre accord du même type signé avec l'Iran en 2015, cette fois-ci avec des échanges commerciaux à la clé. Les deux "traités" ont été également aussitôt violés. Parce que le tyran nord-coréen est peut-être désormais détenteur de la bombe à hydrogène, on commence juste à s'émouvoir de ses tirs de missiles, tirs désormais fréquents et qui deviennent de plus en plus puissants et précis, comme les deux derniers, les 4 et 27 juillet, le démontrent. Mais on veut encore ignorer à tout prix le lien entre les deux parias. Kim Yung Un se targue de pouvoir frapper Guam et même le continent américain. L'Amérique ayant été sauvagement attaquée par mer (1941) puis sur terre (2001), Trump entend devancer une attaque prévisible par l'espace. Comme le fait observer John Bolton (que Trump consulte), 25 ans de diplomatie et de sanctions (et l'inutile ONU) n'ont abouti à rien et "si Kim obtenait enfin une arme assez puissante pour un chaos nucléaire (Kim a déjà les moyens de déclencher en haute altitude une attaque par impulsion magnétique), l'Iran pourrait l'avoir aussi dès le lendemain, rien qu'en faisant un chèque..." (25 avril 2017). L'Iran (comme Cuba) était à bout de souffle du fait des sanctions économiques qui, là, marchaient très bien avant qu'Obama n'intervienne. Désormais, grâce à lui et aux cosignataires, dont la légèreté est quasi-criminelle, l'argent coule à flot dans les mains des mullahs et de la Garde Révolutionnaire. La gauche américaine et les leaders européens se pâment devant le président Rouhani, "si bien sous tous rapports, digne, respectable"... On en oublie aux ordres de qui il est. L'ambassadeur d'Iran à Paris, pétri d'une même respectabilité, promet un futur commercial radieux dans les pages du journal de la mairie du XVIe. Certes, l'Iran a du pétrole et désormais de l'argent. Kim, lui, n'a ni avantages ni émissaires aussi policés et comme il cultive une apparence grotesque on le prend pour un fou, qu'il n'est pas. En fait, l'Iran constitue un danger plus grand que la Corée du Nord car, si Kim veut essentiellement ne pas être balayé par un

changement de régime imposé de l'extérieur, la République Islamique a des visées expansionnistes identiques à celles qu'avait l'Etat Islamique sunnite: imposer partout un califat mondial, chiite. Donald Trump, sur la sécurité nationale et internationale, comme sur la dette intérieure et les autres problèmes des Etats-Unis, ne va pas se défaire de ses responsabilités et transmettre aux générations futures le legs monstrueux que lui ont laissé ses prédécesseurs démocrates. La complexité des interactions dans les deux régions concernées, avec les ramifications mondiales qu'elles entraînent, la profondeur stratégique des menaces géopolitiques et la difficulté extrême à trouver des solutions pacifiques échappent naturellement à l'opinion mais aussi aux gros médias et à la plupart des politiques. On perçoit que pour ce qui concerne Kim, aucune voie, diplomatique ou militaire, n'est facile. Dans les coulisses, on sait que des tractations ont lieu et que Trump a déjà obtenu beaucoup de la Chine. Il est possible que la pression sur les autres acteurs susceptibles d'avoir une influence suffise mais, dans le cas contraire, Trump ne reculera pas devant une intervention armée si Kim avait l'imprudence de l'y pousser. Là, la difficulté réside en partie dans le fait que la personne remplète de Kim et ses installations nucléaires sont protégées par des kilomètres de sous terrains. L'armée américaine doit renforcer sa défense anti-missile si affaiblie par Obama qu'on ne sait si elle pourrait parer aux risques actuels et trouver les moyens de tuer dans l'oeuf la menace nucléaire nord-coréenne. Personne ne veut d'une 2e Guerre de Corée, surtout pas ceux qui ont déjà donné. Trump, après avoir cédé par deux fois non sans réticence à Mc Master et à Tillerson, vient de prendre, seul, une décision mixte sur l'Iran: il refuse de signer de nouveau, à l'échéance du 15 octobre, que l'Iran "est en conformité avec les accords signés" puisque les preuves abondent que ce n'est pas le cas. Il a rappelé (à la mémoire des cosignataires?) toutes les agressions iraniennes contre les Etats-Unis depuis 1979. Au lieu de se retirer dès à présent de ce marché faustien, il donne au Congrès 60 jours pour bâtir un projet de révision mais, comme il n'a guère d'illusions sur le Sénat, il annonce que si la Maison Blanche et le Congrès ne parviennent pas à une solution qui agrée à tous, "il reprendra ses prérogatives et mettra fin pour de bon à l'accord inacceptable de 2015" et les sanctions américaines seront rétablies. Il gagne du temps pour examiner ses options car le retour complet au statu quo ante est exclu du fait de l'argent si imprudemment libéré qui permet à l'Iran d'être le banquier mondial du terrorisme international. Enfin par une autre décision complètement personnelle, audacieuse autant qu'inattendue, Trump sanctionne durement la Garde Révolutionnaire Iranienne, "organisation terroriste, milice personnelle de Khomeini", qui est l'épine dorsale militaire et économique de "ce régime fanatique corrompu". Toutes les parties concernées sont donc invitées à revoir leur position. Le message est simple: il faudra choisir de commercer avec les Gardes Révolutionnaires ou avec les Etats-Unis d'Amérique.